

Unité Départementale des Côtes-d'Armor
11 rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLÉRIN CEDEX

Plérin, le 13 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



CLOS NEUF ENERGIES SARL

Clos Neuf
22230 MERDRIGNAC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2022 dans l'établissement CLOS NEUF ENERGIES SARL implanté Clos Neuf 22230 MERDRIGNAC. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre de la réalisation du chantier du parc éolien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOS NEUF ENERGIES SARL
- Clos Neuf 22230 MERDRIGNAC
- Code AIOT dans GUN : 0005521161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien a été autorisé par arrêté préfectoral du 7 mai 2019 pour l'exploitation de 4 éoliennes. Les travaux de construction ont démarré en septembre 2021 et étaient encore en cours lors de l'inspection. La mise en service est prévue en juillet 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect de prescriptions liées à la phase chantier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article I.4	/	Sans objet
Déclaration de travaux	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article I.5	/	Sans objet
Servitudes aéronautiques	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II-5.3	/	Sans objet
Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.3.2	/	Sans objet
Organisation générale du chantier	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.1	/	Sans objet
Protection des espaces boisés classés	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.2	/	Sans objet
Protection des zones humides	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.3	/	Sans objet
Protection de l'avifaune et des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du chantier du parc éolien n'a pas mis en évidence de non conformité. Le rapport du géomètre expert de vérification des coordonnées des éoliennes et du poste de livraison devra être transmis à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article I.4
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Dès la réception du tracé définitif du raccordement du parc au poste source réalisé par ENEDIS, l'évaluation des impacts devra être complétée par l'exploitant et transmise au Préfet.
Constats : Les éoliennes installées sont de type Enercon E115 d'une puissance unitaire de 2,99 MW soit un total de 11,96 MW L'exploitant a fait part de modifications post autorisation. Elles ont été actées par courrier préfectoral du 15/01/21 (changement de modèle éolienne, suppression d'1 poste de livraison et léger déplacement de l'autre poste). Le raccordement au poste source a été réalisé par ENEDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article I.5
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : La société Clos Neuf Énergies SARL informera du démarrage des travaux au moins un mois à l'avance : • le Préfet des Côtes d'Armor, • l'Inspection des Installations Classées, • la Direction Générale de l'Aviation Civile (Département SNIA Ouest- Pôle de Nantes – Zone Aéroportuaire - CS 14321 – 44343 BOUGUENNAIS Cedex ou par courriel (snia-ouest-ads-bf@aviation-civile.gouv.fr)) au moyen du formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien, fourni en annexe du présent arrêté, • les services de la Direction de la Circulation Aérienne Militaire (sous direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile et la direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest située à Brest). Les dates de début et de fin de travaux, l'altitude NGF au pied et au sommet de chaque aérogénérateur ainsi que la position géographique (en WGS 84) exacte devront être communiquées à chaque service.
Constats : L'exploitant a informé la préfecture du démarrage des travaux par courrier en date du 21/07/21. Ils ont été annoncés du 01/09/21, et la mise en service au 31/07/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Servitudes aéronautiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II-5.3
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Lors de l'achèvement des travaux, avant toute mise en service industrielle et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, un géomètre expert intervient sur le site et établit un rapport permettant de valider les coordonnées géographiques et l'altimétrie des trois aérogénérateurs. Ce rapport est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé le passage d'un géomètre expert avant la mise en service industrielle. Il est demandé de transmettre le rapport à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les raccordements électriques entre les éoliennes seront enterrés. Les postes de livraison auront un habillage bois naturel, et les portes et les grilles métalliques seront de couleur sombre. Pour tenir compte de sensibilités particulières sur les hameaux proches du projet éolien définis dans l'étude d'impact, le porteur de projet se tiendra à la disposition des riverains concernés lors de la construction du parc éolien pour mettre en place, de manière concertée, des haies bocagères visant à limiter les visibilités directes sur le parc éolien. La prise en charge financière pour la mise en place de cette mesure sera enclenchée à la demande des propriétaires dans la limite maximale de 30 m linéaires de haies bocagères par habitation concernée.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que les raccordements électriques étaient enterrés et que le poste de livraison avait un habillage bois naturel. Concernant des mesures compensatoires pour les riverains les plus proches, l'exploitant a informé la mairie de Merdrignac et d'Illifaut que des riverains étaient susceptibles de les contacter à ce sujet et a diffusé une note d'informations en mairies. L'exploitant a reçu 2 demandes de riverains auxquelles il a répondu favorablement. L'un pour la création d'une haie bocagère, l'autre pour un occultant visuel. Les deux prestations ont été effectuées. L'exploitant a précisé prolonger la possibilité pour les riverains d'effectuer une demande similaire dans les 2 premières années suivant la mise en service. Un fond supplémentaire afin de répondre aux éventuelles demandes tardives sera mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation générale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : La terre végétale sera mise de côté et remise sur site (ou éventuellement évacuée) après réfection des chemins d'exploitation. Le plan de circulation des engins empruntera autant que possible les pistes créées et existantes ainsi que les aires de stationnement prévues à cet usage. Les matériaux utilisés pour le comblement seront inertes et sans danger pour les formations géologiques atteintes. Les engins seront régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Leur maintenance sera effectuée en dehors du chantier ou sur une aire dédiée avec mise en rétention. Aucun stockage de produit polluant ne sera effectué sur le site.
Constats : L'intégralité de la terre végétale est réutilisée sur le site pour la création des plate-formes et des voies d'accès. Lors de l'inspection, il a pu être constaté la présence de talus dans l'attente de la finalisation des travaux, et de la réutilisation de la terre de ces talus pour les voies d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des espaces boisés classés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : En phase de chantier, les espaces boisés classés situés sur la commune de Merdrignac en limite des deux postes de livraison (parcelles YM 24, 25 et 44) sont signalées et délimitées clairement avec du rubalise sur le terrain de manière à éviter tout impact. L'exploitant doit s'assurer qu'aucun engin de chantier n'intervienne dans ces espaces.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de rubalise pour délimiter l'espace boisé classé, et aucun engin de chantier n'était intervenu dans ces espaces.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des zones humides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : En phase de chantier : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la création de tranchées pour le passage des câbles de raccordement, celles-ci seront rebouchées avec les matériaux extraits sur place, en respectant les horizons du sol ;• En cas d'apport de matériaux exogènes (sable, gravier) des bouchons d'argiles seront mis en place afin d'éviter leur effet drainant ;• Les pourtours des zones humides seront délimités par une pose de rubalise avant le commencement de tous les travaux ;• Toute intervention et circulation d'engins de travaux à l'intérieur des zones humides est interdite ;• L'élargissement des chemins existants qui se trouvent en bordure de zones humides, notamment entre les éoliennes E1 et E3, est interdit ;• Des mesures adaptées, afin d'éviter les risques de drainage et à terme d'assèchement des zones humides, devront être mises en œuvre.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la délimitation des zones humides par de la rubalise. Aucun engin ne se trouvait en zone humide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection de l'avifaune et des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.4.4
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Afin de prendre en compte les effets de la phase de travaux de construction du parc sur l'avifaune et les chiroptères, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes : • Les zones d'évolution des engins de chantier sont matérialisées physiquement par rubalise afin de les limiter à la stricte emprise nécessaire aux travaux ; • Les travaux de terrassement ne doivent pas être effectués pendant les périodes de reproduction des oiseaux (exclusion des travaux de mi-mars à fin juin). Pour les mois de mars, juillet et août, la réalisation des travaux devra être validée au préalable par le passage d'un écologue.
Constats : Les travaux de terrassement ont démarré à partir de septembre, donc en dehors des périodes de reproduction des oiseaux. Un écologue est intervenu pendant le chantier, les comptes rendus ont été envoyés à l'Inspection (les 21/09/21, 04/11/21, 21/12/21, 27/01/22, 29/03/22). L'écologue a signalé la nécessité de reprendre l'élagage des arbres, qui a été fait au lamier, en période hivernale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet